

## La coopération régionale des Outre-mer

Le rapport « Pour un renforcement de la coopération régionale des Outre-mer », commandé par le bureau du Conseil économique et social (CESE) à la délégation à l'outre-mer pour dresser un état des lieux des coopérations régionales mises en œuvre par les territoires ultramarins, a été présenté en séance plénière du CESE du 9 mai 2012.

Ce rapport émet un certain nombre de propositions qui s'articulent autour de quatre axes :

- assurer les fondamentaux préalables à la coopération régionale des Outre-mer ;
- refonder la gouvernance de la coopération régionale ;
- cibler en priorité les projets répondant aux intérêts réciproques ;
- fonder une nouvelle politique européenne de grand voisinage basée sur le développement humain.

Le rapport présenté par Rémy-Louis Budoc est disponible sur :

[http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2012/2012\\_09\\_cooperation\\_om.pdf](http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2012/2012_09_cooperation_om.pdf)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Actualité européenne

#### 1 – BCE

Lors de sa réunion du 6 juin 2012, le Conseil des Gouverneurs de la BCE a décidé de laisser son taux directeur inchangé (à 1%). Il a par ailleurs décidé de continuer à conduire ses opérations principales de refinancement sous la forme d'appels d'offres à taux fixe, la totalité des soumissions étant servie, « aussi longtemps que nécessaire et au moins jusqu'au 15 janvier 2013 ». M. Draghi, Président de la BCE, a souligné lors de sa conférence de presse que « la croissance économique reste faible dans la zone euro, dans un contexte de renforcement de l'incertitude qui pèse sur la confiance et le climat, entraînant une accentuation des risques à la baisse sur les perspectives économiques ».

#### 2 – Réforme des fonds propres réglementaires bancaires

Le 15 mai 2012, les ministres européens des finances sont parvenus à un accord sur la réforme des fonds propres réglementaires bancaires sur la base du compromis qu'ils avaient trouvé lors de l'Ecofin extraordinaire du 2 mai 2012. Cet accord permettra le démarrage des négociations de la Présidence avec le Parlement européen sur ce dossier. Les nouveaux textes portent sur la proposition de directive (CRD 4) régissant l'accès à l'activité d'établissement de crédit ainsi que le règlement définissant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement. Ils visent à remplacer et modifier la législation européenne actuellement en vigueur en introduisant les termes de l'accord de Bâle 3.

#### 3 – Banques et gouvernance

Lors de la présentation devant le Parlement européen du premier rapport d'activité du Comité européen du risque systémique (CERS), Mario Draghi, en sa qualité de président du Comité, a souligné la nécessité d'un système de résolution des crises bancaires et soutenu l'idée d'une union bancaire dans la zone euro.

#### 4 – Paradis fiscaux et financiers

Partant du constat que les activités des paradis fiscaux et financiers (en matière de blanchiment d'argent, de fraude fiscale ou de corruption) engendrent des perturbations grandissantes sur le fonctionnement du marché intérieur de l'Union européenne, le Comité économique et social européen a adopté lors de sa session plénière du 24 mai 2012 un avis exigeant des contrôles plus sévères et une meilleure coordination pour lutter contre ces agissements.

### Publication au Journal Officiel de la République

Le décret n° 2012-609 du 30 avril 2012 relatif à l'information de l'emprunteur lors de la conclusion d'opérations de regroupements de crédits, pris pour l'application de l'article 22 de la loi n° 2010-737 du 1<sup>er</sup> juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation, a été publié au JO du 3 mai 2012.

### Publications

**1 – Autorité de contrôle prudentiel (ACP) :** Le rapport annuel d'activité 2011 de l'ACP est disponible en téléchargement sur :

<http://www.acp.banque-france.fr/publications/rapports-annuels/rapport-dactivite-2011.htm>

**2 – ACP-AMF :** Le rapport d'activité 2011 du Pôle Assurance Banque Épargne de l'ACP et l'Autorité des marchés financiers (AMF) est disponible en téléchargement sur :

<http://www.acp.banque-france.fr/publications/rapports-annuels/rapport-dactivite-2011-du-pole-assurance-banque-epargne.html>

**3 – Banque de France :** l'indicateur de suivi du financement des micro-entreprises au premier trimestre 2012 est disponible en téléchargement sur : [http://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/Economie\\_et\\_Statistiques/2012-03-stat-info-financement-des-tpe-france-trimestriel.pdf](http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Economie_et_Statistiques/2012-03-stat-info-financement-des-tpe-france-trimestriel.pdf)

**4 – Colloque académique de l'AMF et de l'ACP : Les conséquences de la crise financière sur l'épargne des ménages et la commercialisation des produits financiers**

Les actes de colloque sont disponibles en téléchargement sur :

<http://www.acp.banque-france.fr/actualites/detail/article/colloque-academique-de-lamf-et-de-lacp-les-consequences-de-la-crise-financiere-sur-le.html>

### Publications IEDOM

**1 - Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers dans les DOM et la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon, avril 2012**

**2 – Enquête typologique 2010 sur le surendettement dans les DOM**, dans la collection Les Notes de l'Institut d'émission

Ces deux documents sont disponibles et téléchargeables sur notre site internet ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)).

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

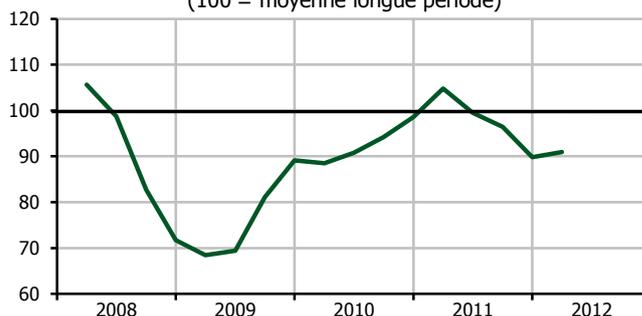
## Le climat conjoncturel en légère progression

Début 2012, les tensions sociales exacerbées par un climat économique toujours incertain se sont traduites par des violences urbaines d'une grave ampleur. Dans ce contexte, l'indicateur du climat des affaires reste bien en deçà de sa moyenne de longue période (- 9,1 points), marqué par l'opinion des entrepreneurs réunionnais qui jugent leur activité très dégradée au premier trimestre. Néanmoins, ils anticipent de meilleurs résultats pour le deuxième trimestre 2012, ce qui explique la légère progression de l'indicateur (+ 1,1 point).

La consommation des ménages maintient sa progression et l'investissement donne quelques signes de redressement, malgré le manque de confiance affiché par les entrepreneurs. Le nombre de demandeurs d'emploi progresse plus faiblement.

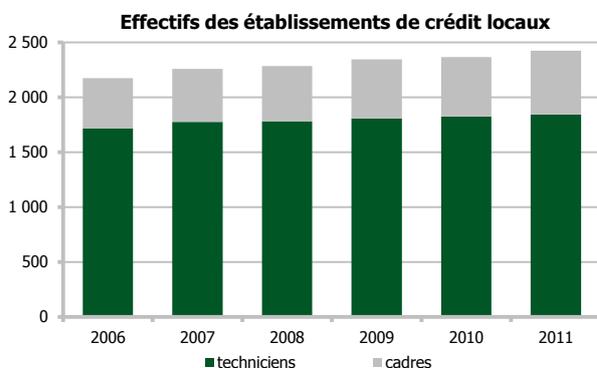
La tendance conjoncturelle du premier trimestre 2012 est disponible sur le [site de l'Iedom](#).

**Indicateur de climat des affaires à La Réunion**  
(100 = moyenne longue période)



Source : Enquête de conjoncture Iedom, CVS

## Nouvelle hausse des effectifs dans les établissements de crédit locaux en 2011



Source : Iedom

Avec 2 425 salariés au 31 décembre 2011, les effectifs totaux employés par les établissements de crédit de La Réunion ont enregistré une nouvelle hausse en 2011 (+ 2,1 %, après + 1,0 % en 2010).

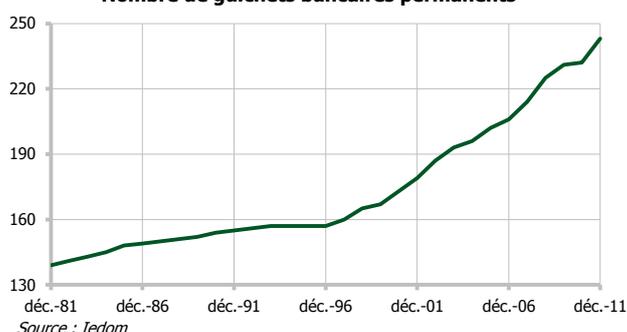
Le taux d'encadrement des établissements de crédit progresse également en 2011 pour s'établir à 24 %, contre 16 % au début des années 2000. Il est beaucoup plus élevé dans les sociétés financières installées à La Réunion, où il représente près du tiers des effectifs, que dans les banques commerciales (23,6 %) ou mutualistes et coopératives (22,6 %).

## 8 ouvertures d'agences en 2011

Le nombre de guichets bancaires des banques réunionnaises de plein exercice s'établit à 240 implantations permanentes à fin décembre 2011 (y compris celles de la Banque Postale). Le département a enregistré l'ouverture de huit nouvelles agences en 2011, contre une seule l'année précédente. Ces ouvertures ont majoritairement concerné les réseaux des banques mutualistes. Le mouvement de densification des réseaux des banques, continu depuis 1997, s'est combiné ces dernières années avec l'ouverture d'agences spécialisées pour certains types de clientèle ou segments de marché (grandes entreprises, professionnels, agriculture, habitat et collectivités locales).

Le nombre d'habitants par guichet bancaire s'établit à 3 455 habitants fin 2011 à La Réunion. Ce ratio reste toujours très supérieur à celui observé pour la France métropolitaine (un guichet pour 1 618 habitants). A l'inverse, le rapport du nombre de guichets bancaires à la superficie totale est lui favorable à La Réunion, avec un guichet pour 10,4 km<sup>2</sup> en 2010 contre un guichet pour 16,2 km<sup>2</sup> en métropole.

**Nombre de guichets bancaires permanents**



Source : Iedom

# BREVES ECONOMIQUES

## LES INDICATEURS DE REFERENCE

|   |  |            | Données brutes | Δ mois précédent | Glissement annuel |
|---|--|------------|----------------|------------------|-------------------|
| <b>Prix</b><br>(Insee)                        | Indice général des prix à la conso. - La Réunion | Avril 2012 | 127,4          | + 0,6 %          | + 0,5 %           |
|   | IPC France entière                               |            | 126,4          | + 0,2 %          | + 2,1 %           |
| <b>Octroi de mer</b><br>(Trésorerie générale) | Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)    | Mars 2012  | 23 860         | + 10,7 %         | - 2,7 %           |
|   | En cumul (milliers d'euros)                      |            | 70 121         | -                | + 6,5 %           |
| <b>Commerce extérieur</b><br>(Douanes)        | Importations (en cumul - millions d'euros)       | Mars 2012  | 1 093,5        | -                | - 7,1 %           |
|   | Exportations (en cumul - millions d'euros)       |            | 73,4           | -                | + 3,4 %           |
| <b>Demandeurs d'emploi</b><br>(DTEFP)         | Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS) | Avril 2012 | 122 210        | - 0,08 %         | + 4,0 %           |

## LES SECTEURS D'ACTIVITE

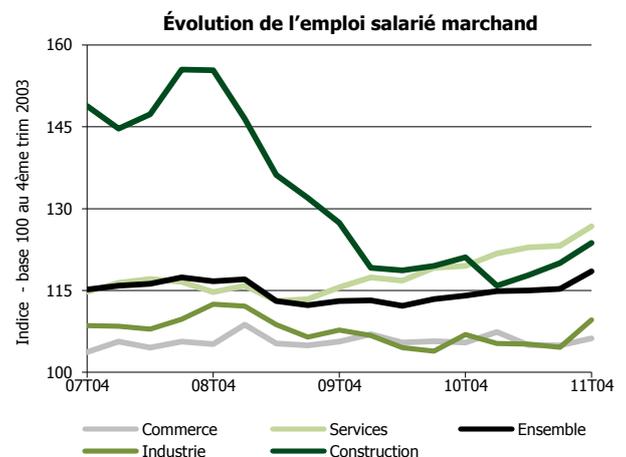
|   |  |             | Données brutes | Δ mois précédent | Glissement annuel |
|---|--|-------------|----------------|------------------|-------------------|
| <b>Trafic aéroportuaire</b><br>(CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds) | Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds | Avril 2012  | 158 593        | - 2,1 %          | - 0,4 %           |
|   | Cumul 2012   | cumul Avril | 674 964        | -                | -1,7 %            |
| <b>Fréquentation des hôtels classés</b><br>(Insee)                    | Nombre de nuitées  | Mars 2012   | 71 800         | + 11,1 %         | + 0,4 %           |
|   | Cumul 2011   | Cumul Mars  | 208 600        | -                | + 2,1 %           |
| <b>Construction</b><br>(Douanes / CERBTP)                             | Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)                                 | Mars 2012   | 3 410          | -                | - 0,4 %           |
|   | Cumul 2011 (milliers d'euros)  | cumul Mars  | 4 884          | -                | + 20,5 %          |
|   | Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)                               | Mars 2012   | 57,3           | -                | - 4,9 %           |
|   | Cumul 2011 (milliers de tonnes)  | cumul Mars  | 69,3           | -                | + 5,2 %           |
|   | Effectifs salariés du BTP  | Avril 2012  | 16 976         | - 1,4 %          | - 1,1 %           |

### Progression de l'emploi marchand en 2011

Au quatrième trimestre 2011, l'emploi marchand à La Réunion progresse de 0,6 % par rapport au trimestre précédent. Cette hausse s'explique par l'accroissement de l'emploi salarié dans les services (+ 1,6 %), notamment dans les activités de services administratifs et de soutien (+ 3,4 %) et le secteur associatif, compris dans les autres activités de services (+ 3,3 %).

Sur un an, l'emploi s'est accru de 3,8 %, après + 1,4 % en 2010. Cette accélération concerne tous les grands secteurs. Les plus dynamiques sont les services marchands. Le développement des emplois aidés a soutenu l'emploi dans le secteur associatif (+ 12,5 %) et dans le secteur « enseignement, santé humaine et action sociale » (+ 6,1 %). Parallèlement, l'emploi salarié dans l'hébergement et la restauration progresse de 5,7 %, en raison de la bonne tenue de l'activité touristique.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).



### Augmentation du nombre de projets de recrutement pour 2012

L'enquête "Besoins en main-d'œuvre" (BMO) réalisée par le Pôle Emploi et le Crédoc montre une hausse conjointe du nombre de projets de recrutement et du nombre des établissements envisageant ces recrutements. Près de 16 600 recrutements sont envisagés par les employeurs réunionnais, ce qui correspond à une progression de 14,8 % par rapport à 2011, après une hausse de 8,4 % en 2010. 20,4 % des établissements envisagent ainsi recruter, soit une hausse de 2,6 points par rapport à 2011.

Les deux tiers de cette demande en main d'œuvre émanent des activités de services. Les services aux particuliers occupent la première place avec 20 % de l'ensemble des projets de recrutement. Viennent ensuite l'administration publique et l'enseignement (16 %) et le secteur sanitaire et social (12 %). Par métier, les postes de jardiniers salariés et paysagistes (12,6 % de l'ensemble des projets), et d'agents d'entretien (7,5 %) continuent d'être les professions les plus demandées. Enfin, avec 600 projets supplémentaires, la construction rassemble désormais 12 % des recrutements (+ 2 points). Globalement, les entreprises expriment plus de difficultés pour recruter. En effet, 30 % des projets de recrutement sont jugés difficiles, contre un quart en 2011. Par ailleurs, la proportion d'emplois saisonniers parmi ces recrutements potentiels augmente en 2012, passant de 24 % en 2011 à 28 % en 2012.

Les résultats de l'enquête sont disponibles sur le [site de Pôle Emploi](#).

### Hausse du nombre d'allocataires à la Caisse d'allocations familiales en 2011

En 2011, 229 835 personnes ont bénéficiées d'une aide de la Caisse d'allocations familiales (Caf) à La Réunion, soit une hausse de 2,5 % en un an. Le montant total des allocations versés par la Caf s'élève à 1,6 milliard d'euros, en hausse de 7,3 % par rapport à 2010. Ces hausses proviennent principalement de l'arrivée de nouveaux bénéficiaires en raison de la mise en place du Revenu de Solidarité Active (RSA) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. En effet, le RSA comprend un complément de revenu (RSA « activité ») qui s'adresse aux personnes démarrant ou reprenant une activité professionnelle et dont les revenus sont limités.

A La Réunion, la Caf enregistre 98 086 foyers bénéficiaires du RSA à fin décembre 2011, dont 80,5 % de ménages au sein desquels aucun membre de la famille n'exerce d'activité (RSA socle seulement). Parmi les foyers restant, un peu moins des deux tiers bénéficient uniquement du RSA activité, et le tiers restant est concerné par les deux types de prestations (l'un des membres de la famille exerce une activité mais les ressources du foyer restent inférieures au montant forfaitaire). Au niveau national, le RSA est versé à deux millions de foyers, soit 6,7 % des ménages, alors qu'à La Réunion le tiers des ménages est concerné.

# PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

|  | taux  | date d'effet |
|--|-------|--------------|
| Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème | 1,00% | 14/12/2011   |
| Taux de la facilité de prêt marginal   | 1,75% | 14/12/2011   |
| Taux de la facilité de dépôt   | 0,25% | 14/12/2011   |

| Taux d'intérêt légal |      |       | Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11) |                  |       |       |       |       |
|----------------------|------|-------|--|------------------|-------|-------|-------|-------|
| ANNEE                | 2012 | 0,71% | JO du 08/02/12                                     | Livret A et bleu | LDD   | LEP   | PEL*  | CEL*  |
| ANNEE                | 2011 | 0,38% | JO du 03/02/11                                     | 2,25%            | 2,25% | 2,75% | 2,50% | 1,50% |

\* hors prime d'Etat

| Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel) |         |         |         | TIBEUR (Mai 2012) |         |         |         |
|--|---------|---------|---------|-------------------|---------|---------|---------|
| Février  | Mars    | Avril   | Mai     | 1 mois            | 3 mois  | 6 mois  | 1 an    |
| 0,3662%  | 0,3587% | 0,3475% | 0,3370% | 0,3940%           | 0,6860% | 0,9720% | 1,2680% |

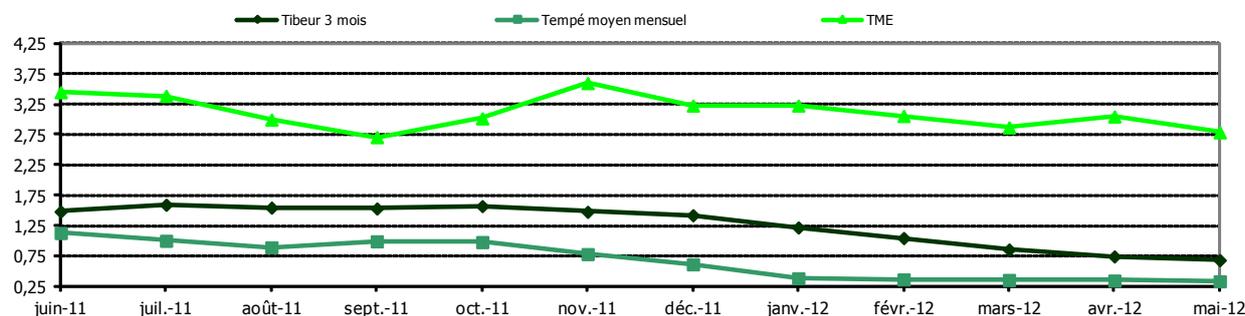
| Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) |       |       |       | Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO) |       |       |       |
|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|
| Février   | Mars  | Avril | Mai   | Février   | Mars  | Avril | Mai   |
| 3,06%   | 2,87% | 3,05% | 2,79% | 3,26%   | 3,07% | 3,25% | 2,99% |

## Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2012)

| Crédits aux particuliers  | Seuils de l'usure | Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires   |                   |
|---|-------------------|---|-------------------|
| <b>Prêts immobiliers</b>  |                   | Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €   | <b>14,81%</b>     |
| Prêts à taux fixe   | 6,32%             |   |                   |
| Prêts à taux variable   | 5,88%             |   |                   |
| Prêts-relais  | 6,48%             |   |                   |
| <b>Autres prêts</b>   |                   |   |                   |
| Prêts d'un montant < ou = à 1524 €  | 20,56%            |   |                   |
| Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires | 19,15%            |   |                   |
| Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €   | 15,27%            |   |                   |
| Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires   | 17,15%            |   |                   |
| Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €   | 13,27%            |   |                   |
|   |                   | Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale   | Seuils de l'usure |
|   |                   | Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament  | 8,99%             |
|   |                   | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable  | 5,35%             |
|   |                   | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe  | 6,37%             |
|   |                   | Découverts en compte (1)  | 13,67%            |
|   |                   | Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans  | 6,49%             |
|   |                   | Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | Seuils de l'usure |
|   |                   | Découverts en compte (1)  | 13,67%            |

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

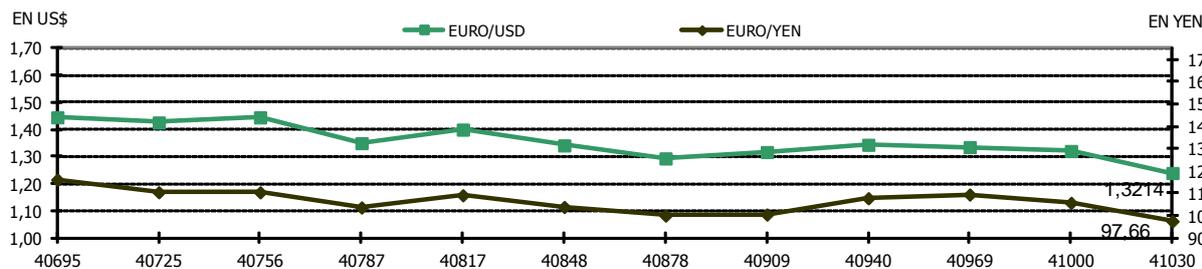
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

|                            |           |                           |         |                              |           |
|----------------------------|-----------|---------------------------|---------|------------------------------|-----------|
| EURO/USD (Etats-Unis)      | 1,2403    | EURO/ZAR (Afrique du sud) | 10,5726 | EURO/SRD (Surinam)           | 4,09190   |
| EURO/JPY (Japon)           | 97,6600   | EURO/BWP (Botswana)       | 9,74090 | EURO/ANG (Ant. Néerl.)       | 2,21960   |
| EURO/CAD (Canada)          | 1,2761    | EURO/SCR (Seychelles)     | 17,7758 | EURO/DOP (Rép. Dom.)         | 48,3710   |
| EURO/GBP (Grande-Bretagne) | 0,79990   | EURO/MUR (Maurice)        | 37,0378 | EURO/BBB (La Barbade)        | 2,47990   |
| EURO/SGD (Singapour)       | 1,5956    | EURO/BRL (Brésil)         | 2,4935  | EURO/TTD (Trinité et Tobago) | 7,93000   |
| EURO/HKD (Hong-Kong)       | 9,6307    | EURO/VEF (Vénézuéla)      | 5,32530 | EURO/XPF (COM Pacifique)     | 119,33170 |
| EURO/MGA (Madagascar)      | 2651,8538 | EURO/XCD (Dominique)      | 3,3479  | EURO/FC (Comores)            | 491,96775 |

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

|          |             |              |              |             |             |
|----------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------------|
| 1 EURO = | 40,3399 BEF | 6,55957 FRF  | 40,3399 LUF  | 200,482 PTE | 15,6466 EEK |
|          | 1,95583 DEM | 0,787564 IEP | 2,20371 NLG  | 5,94573 FIM |             |
|          | 166,386 ESP | 1936,27 ITL  | 13,7603 ATS  | 340,750 GRD |             |
|          | 239,640 SIT | 0,585274 CYP | 0,429300 MTL | 30,1260 SKK |             |

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : Arnaud BELLAMY-BROWN

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achevé d'imprimer le 07 juin 2012 - Dépôt légal : juin 2012 - ISSN 1240-3857